

Jacques Chirac et la télévision : de l'interventionnisme forcené au laisser-faire

Olivier Milot

L'ancien chef de l'État (1995-2007) est mort ce 26 septembre à l'âge de 86 ans. Tout au long de ses mandats, Jacques Chirac avait tenté de verrouiller la télévision publique tout en offrant la télévision privée à ses amis. Avant de s'en désintéresser...

Jacques Chirac n'avait pas la réputation de beaucoup regarder la télévision, ce qui ne l'a pas empêché de s'agiter derrière le petit écran. Son premier fait d'armes remonte à 1987 et à la privatisation de TF1. L'époque est libérale et le privé, du dernier chic. La première chaîne de télévision française part se construire un avenir chez Bouygues contre un chèque de 3 milliards de francs (environ 460 millions d'euros) et la promesse d'un « *mieux-disant culturel* », restée comme une des meilleures blagues des années 1980. Dans la foulée, Chirac fait attribuer feu La Cinq au patron du *Figaro* — ça ne peut pas nuire — et M6 à ses amis de la Lyonnaise des eaux et de RTL. Quinze ans plus tard, devenu président de la République pour la seconde fois, il met un bémol à ses penchants libéraux et refuse de privatiser France 2. Il fait tout de même cadeau au privé et aux Français de la TNT, soit douze chaînes de télévision gratuites qui, à défaut de révolutionner le paysage audiovisuel, l'étoffent copieusement. À peu près à la même époque, il refuse un projet de chaîne d'information du service public — qui reverra le jour quinze ans plus tard — pour ne pas faire de peine à son ami Bouygues, propriétaire de LCI, et, dans un gaullien retour de flammes, décide de lancer France 24, une chaîne d'information internationale destinée à faire entendre la voix de la France à l'étranger.

Contrôler les chaînes publiques

Jacques Chirac n'a pas simplement joué au Meccano avec la télévision, il a tenté de la contrôler avant de s'en désintéresser. Contrairement à son successeur, Nicolas Sarkozy, les programmes ne le passionnent pas ; l'information, si. Quand il entre en politique, la télévision est encore entre les mains du gouvernement. C'est « Télé mon général », et la critique du pouvoir est priée de rester dans l'escalier. Nommé Premier ministre en 1974, il chausse naturellement les charentaises gaullo-pompidoliennes et n'hésite jamais à prendre son téléphone pour passer un savon au directeur de l'information. Rebelote entre 1986 et 1988 où, à peine nommé Premier ministre, il liquide la Haute Autorité, mise en place par François Mitterrand pour couper le cordon ombilical entre le pouvoir et l'audiovisuel (rupture relative à l'époque), et installe la CNCL (Commission nationale de la communication et des libertés), une institution à sa botte. Michèle Cotta, alors présidente de la Haute Autorité, s'en souvient : « *Il m'a rapidement reçue à Matignon et m'a dit : "Je ne peux pas te garder, alors tu gicles !"* » Verte de rage, elle fait valoir son bilan, il lui offre un poste de conseiller d'État. Dialogue de sourds. « *Il croyait encore que quelques minutes de télévision faisaient quelques milliers d'électeurs* », analyse-t-elle avec humour. Sans réaliser que les temps ont changé, Chirac tente à nouveau de verrouiller la télévision publique tout en offrant la télévision privée à ses amis.

Télespectateur indifférent

Mais, en 1988, le contrôle des médias ne l'empêche pas de subir une lourde défaite, tout comme, en 1995, le soutien outrancier de TF1 à Balladur ne le prive pas de sa victoire... Devenu président, Chirac a enfin compris : la télévision ne fait pas l'élection, et il est vain de prétendre vouloir contrôler les rédactions des chaînes publiques. Il a aussi acquis la conviction que les médias parisiens, qu'il méprise, ne l'aimeront jamais, quoi qu'il fasse. Il en tire plus de philosophie que d'amertume, contrairement à un Mitterrand qui, lui, n'a jamais renoncé à séduire. L'interventionniste forcené devient un télespectateur indifférent.

Retiré de la vie politique, Jacques Chirac n'a pourtant pas disparu du petit écran, sa marionnette aux *Guignols* lui a survécu jusqu'à leur disparition, en juin 2018. Qu'importe, pour toute une génération, l'ancien président restera à jamais associé à d'inoubliables répliques : « *Le monsieur te demande* », « *Putain, deux ans* », « *Mangez des pommes* » ou « *Nous, les petites gens...* »